



IFAD
INTERNATIONAL
FUND FOR
AGRICULTURAL
DEVELOPMENT

FIDA
FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

FIDA
FONDO
INTERNACIONAL
DE DESARROLLO
AGRICOLA

IFAD
الصندوق
الدولي للتنمية
الزراعية

**DISCOURS DE CLÔTURE DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION
DU CONSEIL DES GOUVERNEURS PRONONCÉ PAR
LE PRÉSIDENT, M. JANNES HUTAGALUNG
ROME, 19-20 FÉVRIER 2002**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les gouverneurs et délégués,
Mesdames et Messieurs,

Nous voici au terme de la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs, session qui marque un tournant historique dans les annales du Conseil des gouverneurs. Pour la première fois, les gouverneurs du Fonds se sont retrouvés pour délibérer et échanger leurs vues sur un thème général: "le financement du développement – sa dimension rurale", une initiative bien accueillie, comme en témoignent les déclarations et les discours tant des gouverneurs que des invités. Ce thème a été le point de départ d'un débat interactif, complété par des tables rondes sur les stratégies régionales du Fonds. Ces deux nouveautés ont suscité des réactions très positives, ouvrant la voie, j'en suis certain, à des sessions du Conseil plus constructives et plus intéressantes.

Nous avons eu le grand honneur d'écouter l'allocution du Président de la République fédérale du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo, pour lequel le thème choisi pour le Conseil des gouverneurs revêtait un intérêt particulier, puisqu'il concernait directement l'un des grands axes de la stratégie actuelle de développement de son pays. Au plan global, le Président Obasanjo s'est dit essentiellement préoccupé par le manque apparent d'unanimité dans la volonté de faire face aux problèmes du développement et de la réduction de la pauvreté en milieu rural, et il a demandé à la communauté internationale d'aborder la question de front.

Le Conseil a accueilli avec satisfaction le message du Président de la République italienne, M. Carlo Azeglio Ciampi, prononcé en son nom par M. Mario Baccini, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères. Le Président Ciampi s'est félicité de la collaboration qui ne cesse de s'intensifier entre le FIDA et le pays hôte dans leur combat commun contre la faim et la pauvreté – l'une des toutes premières priorités internationales de notre temps. En marque concrète de sa foi dans l'utilité primordiale des travaux du Fonds, l'Italie a, l'an dernier, triplé le montant de ses contributions suppléatives au FIDA et étudie actuellement la possibilité d'appuyer plus avant les objectifs spécifiques que se fixe notre institution à la lumière des objectifs de développement du Millénaire.

Le message de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, qui félicite le FIDA de partager les connaissances qu'il a acquises sur les priorités, les capacités et les besoins des ruraux pauvres, a été lu par Mme Catherine Bertini, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM). Mme Bertini a également prononcé une allocution à titre personnel, pour la dernière fois en tant que chef de Secrétariat du PAM. Ces dix dernières années, le Conseil des gouverneurs a eu le privilège, quasiment à chaque session, d'écouter ses déclarations à la fois engagées et empreintes de compassion. Dans son dernier plaidoyer vibrant, elle nous conjure de nourrir et surtout d'instruire les femmes et les fillettes qui, dans une proportion de sept sur dix, sont les victimes de la faim.

M. David Harcharik, Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous a transmis le message de M. Jacques Diouf, son Directeur général. Ce message réaffirme l'engagement commun des trois organisations des Nations Unies sises à Rome – dont les travaux préparatoires conjoints de la réunion du groupe d'experts qui se tiendra en marge de la Conférence sur le financement du développement marquent la dernière manifestation.

Mesdames et Messieurs les gouverneurs,

À notre dernière session, le Fonds a pu annoncer le parachèvement de la cinquième reconstitution de ses ressources. Nous avons aujourd'hui le plaisir de constater que le montant des instruments de contribution et des versements reçus au titre d'annonces non assorties d'un instrument de contribution représente 64,7% du montant total des contributions annoncées. Les versements au titre des contributions complémentaires représentent également un pourcentage équivalent du total annoncé. Nous sommes donc sur la bonne voie, mais nous invitons instamment ceux de nos États membres qui n'ont pas encore déposé leurs instruments de contribution ou qui ont des arriérés de paiement à prendre les mesures voulues. Il faut que notre engagement soit total et collectif.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget administratif du FIDA pour 2002 à hauteur de 41,72 millions de USD, y compris une provision pour imprévus de 165 000 USD, ce qui représente une croissance réelle nulle par rapport à 2001. Nous félicitons le Président et son personnel de leurs efforts avisés pour maintenir le budget administratif du Fonds à un niveau prudent.

Nous avons une fois encore chargé certains de nos membres de la très importante tâche de réexaminer l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA. La Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA nous permettra de nous pencher de plus près sur le financement du développement – celui des opérations immédiates du FIDA – car, à notre prochaine réunion, nous aurons déjà entamé la dernière année de la période de la cinquième reconstitution.

La Consultation qui a négocié la cinquième reconstitution nous a dotés d'un Plan d'action pour la période 2000-2002, assorti de recommandations à intégrer dans les grandes orientations du FIDA et dans ses outils de gestion. À la présente session, nous avons eu la satisfaction de recevoir le deuxième rapport annuel sur l'état d'avancement de sa mise en oeuvre. Un autre rapport de situation nous a été présenté, concernant le Programme de reconfiguration des processus, qui a pris une nouvelle orientation plus ferme.

Deux rapports de situation encourageants nous ont également été soumis sur des opérations périphériques du Fonds. La Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté et le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification sont d'importants partenariats mondiaux qui ont trouvé dans le FIDA non seulement un lieu d'accueil, mais également un partenaire attentif et dynamique, désireux de partager ses connaissances et d'apprendre.

Partager des connaissances, tirer parti du savoir de nos contemporains, échanger des idées, réfléchir ensemble aux situations: telles ont été les interactions que les gouverneurs ont tant appréciées dans les six tables rondes organisées sur les stratégies régionales du Fonds. Un Fonds dont les membres travaillent de concert à tous les niveaux est assuré du succès.

Mesdames et Messieurs les gouverneurs,

Je vous remercie de votre collaboration. C'est grâce à vous que l'honneur de présider la présente session a également été pour moi un plaisir. Je remercie aussi tout particulièrement les vice-présidents du Conseil, qui m'ont assisté avec grande bienveillance. Nous devons également exprimer notre gratitude au personnel du FIDA, dont la diligence a permis l'impeccable organisation de cette conférence, comme à l'habitude, et bien évidemment aux interprètes, au personnel technique, au service de l'impression et aux plantons sans lesquels cette réunion n'aurait pas été possible.

Enfin, permettez-moi de rendre hommage de la part du Conseil à M. John Westley, qui participait pour la dernière fois, en tant que Vice-Président du Fonds, à une de nos sessions. Nombre d'entre nous ont travaillé de plus ou moins près avec M. Westley. Il est évident pour tous que sa sagacité, son expérience et ses compétences ont apporté un solide concours à la gestion du Fonds. Veuillez accepter, M. Westley, les meilleurs voeux de succès personnel et professionnel du Conseil et, à nouveau, nos remerciements pour votre travail acharné et votre dévouement au Fonds.

Mesdames et Messieurs,

J'estime qu'une bonne citation mérite d'être diffusée le plus largement possible. Je me permets donc de répéter la formule de M. Bill Clinton, telle que citée hier par notre hôte d'honneur, le Président Obasanjo: "Si les pays les plus riches du monde cessaient de subventionner l'agriculture, les règles du jeu devenant alors les mêmes pour tous les agriculteurs du monde, cette mesure à elle seule pourrait accroître le revenu des pays en développement de 20 milliards de USD par an". Nous savons qu'il s'agit là d'une question sensible. Si l'on demande aux pays en développement de réduire les subventions chez eux, il faut que les pays riches le fassent aussi de leur côté. Nous n'ignorons pas que cela prendra du temps, mais il faut commencer dès à présent.

Sur cette réflexion, je déclare close la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs.

Je vous remercie.